

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : AMR 19/002/2007 (Public)
Bulletin n° : 007
ÉFAI
12 janvier 2007

Brésil. Nouvelle victime dans la lutte des Guarani-Kaiowá pour la terre

Kuretí Lopes, femme Guarani-Kaiowá de soixante-neuf ans, est la dernière victime en date de la violence liée à la lutte pour les terres dans l'État du Mato Grosso do Sul, au Brésil. Kuretí Lopes est décédée après avoir reçu dans la poitrine une balle tirée par un garde de sécurité au cours d'une opération d'éviction de terres agricoles que les Guarani-Kaiowá clament comme leurs terres ancestrales.

La mort de Kuretí Lopes s'inscrit dans un contexte de violence et d'intimidation à l'égard des populations indigènes qui luttent pour que soit reconnu leur droit constitutionnel à la terre de leurs ancêtres dans le Mato Grosso do Sul, un État devenu l'épicentre des atteintes aux droits humains des populations indigènes.

Le vendredi 5 janvier, une cinquantaine de personnes membres de la population indigène des Guarani-Kaiowá ont occupé des terres qu'ils clament comme leurs terres ancestrales dans la ferme de Madama, dans la région de Kurusu Mba, dans le Mato Grosso do Sul. Selon les informations dont nous disposons, une quarantaine d'hommes armés, employés par une société privée de surveillance, seraient intervenus à l'aube du 9 janvier. Ils seraient arrivés à bord de plusieurs camions dans le but de faire évacuer la propriété. Au cours de l'opération, Kuretí Lopes a été mortellement blessée par un tir et un garçon de vingt-deux ans, Valdecir Ximenez, a reçu trois balles dans la jambe. Tous les Guarani-Kaiowá, y compris la personne décédée et le blessé, ont ensuite été embarqués de force à bord des camions et d'un bus et conduits hors de la ferme. On les a déposés au bord de l'autoroute, près du village indigène de Taquapery où ils habitent. Les Guarani-Kaiowá se battent à présent pour obtenir le droit d'enterrer le corps de Kuretí Lopes à l'endroit où elle a été assassinée, comme le veut la coutume chez les Guarani.

On craint que les hommes qui ont tué Kuretí Lopes ne soient employés par la même société privée de surveillance que celle pour laquelle travaillaient les hommes qui ont abattu un autre membre de la communauté Guarani-Kaiowá, Dorvelino Rocha, trente-neuf ans, lors d'une opération d'expulsion avec violence en décembre 2005.

Amnesty International appelle les autorités fédérales à mener une enquête approfondie sur la mort de Kuretí Lopes. Il est également urgent que soit instauré un contrôle plus sévère des sociétés privées de surveillance impliquées de longue date dans des actes de violence et d'intimidation à l'égard des populations indigènes dans tout le Brésil.

Les autorités brésiliennes doivent mettre en place une politique claire et des stratégies spécifiques pour résoudre les problèmes persistants de non-respect des droits fondamentaux des populations indigènes au Brésil. Si le gouvernement fédéral n'intervient pas pour accélérer le processus de démarcation des terres, assurer la protection des populations indigènes de l'État et résoudre les conflits fonciers de manière pacifique, le Mato Grosso do Sul continuera à être synonyme de violence pour les populations indigènes.

Complément d'information

Bien qu'étant l'une des populations indigènes les plus nombreuses du Brésil, les Guarani-Kaiowá ont l'un des plus petits pourcentages de terre par personne de tous les groupes indigènes du pays. Les Guarani-Kaiowá vivent en majorité dans l'État du Mato Grosso do Sul où ils sont répartis dans 27 territoires officiellement reconnus – îlots de pauvreté entourés de grandes plantations de soja et de canne à sucre ou quartiers surpeuplés dans les villes, où sévit la malnutrition, où les conditions de vie et la situation sanitaire sont déplorables, où les taux de suicide, de violence et d'alcoolisme sont élevés. Depuis les années 90, les Guarani-Kaiowá essaient d'inverser le processus de dépossession et d'appauvrissement auquel ils ont été soumis pendant des siècles. Plusieurs dirigeants indigènes ont été tués lors de l'occupation pacifique de leurs terres ancestrales. Parmi eux figurait notamment Marcos Veron, battu à mort par des ouvriers agricoles et des hommes de main armés en janvier 2003. En décembre 2005, Dorvelino Rocha, trente-neuf ans, a été tué d'une balle dans la poitrine par un agent de surveillance d'une société privée employé par les propriétaires fonciers locaux, après une opération d'expulsion avec violence.